



Démocratie - Liberté - Clairvoyance - Fraternité

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Comité Exécutif Provisoire

Réf: N° 01/12/2013

PARTI REPUBLICAIN LIBERAL

**DECLARATION POLITIQUE
DU PARTI REPUBLICAIN LIBERAL**

RELATIVE AU X EVENEMENTS DES 5 ET 6 DECEMBRE 2013

Le 5 décembre 2013, les bangouissais et les bangouissaises se sont réveillés dans la torpeur, dans l'incertitude et dans le désarroi.

Depuis le 24 mars 2013, le meurtre et le pillage ont succédé à la dictature, à l'oppression et à l'incompétence.

Depuis les 4 et 5 décembre 2013, le recours au crime s'est accentué, d'abord comme instrument de vengeance, puis comme mode opératoire d'une répression punitive, en soutien à l'exercice d'un pouvoir politique décrié et impopulaire.

Le PARELI condamne fermement les effusions de sang, de toute sorte, qui frappent particulièrement, par leur densité, la population et dont la subite apparition caractérise l'aventure de la prise de pouvoir de la SELEKA.

Le PARELI demande à tous les concitoyens acquis aux principes, aux valeurs et à la philosophie du concept de "République" de ne pas céder aux sentiments éphémères de la loi du talion, de ne pas recourir à l'ignominie de la violence stupide, de ne pas adhérer aux pratiques barbares importées et non moins criminelles, qui ont été introduites en Centrafrique par des aventuriers qui n'ont pas su traduire en solutions républicaines, les réelles et justes revendications des populations, dont ils se prétendent les représentants.

En dépit des douleurs, des fortes émotions et des deuils que les fils et les filles du pays subissent depuis huit mois, et aggravées depuis 7 jours, l'exigence politique, juridique et moral voudrait que les responsabilités de la SELEKA ne soient pas dissipées dans les arguties actuelles qui se répandent dans les media officiels, et qui présentent honteusement la SELEKA comme un groupement vertueux, subissant les effets d'un prétendu antagonisme religieux, notamment des chrétiens contre les musulmans.

Si l'amnésie est de nature à donner bonne conscience à certains, il ne doit faire aucun doute dans l'esprit de tout républicain que, dès le retour à un ordre constitutionnel réel et fort, tous les coupables directs ou indirects et chaque responsable moral du cycle génocidaire infernal qui a été introduite en Centrafrique et qui s'abat quotidiennement sur nos compatriotes, chrétiens ou musulmans, en raison de leur patrimoine, de leur statut social, de leur ethnie ou de leur religion, répondront pénalement, tôt ou tard, de leurs actes infâmes, odieux, crapuleux ou criminels.

Le PARELI remercie le Gouvernement français pour son intervention en pacification du pays.

Ce faisant, au regard de la fourberie des détenteurs d'armes de la SELEKA, qui lorsqu'ils sont désarmés par les forces de l'opération Sangaris, cultivent un discours de victimisation, qu'ils lient à leur qualité de musulmans, pour s'engager dans des actions de guérillas urbaines contre l'armée française et réaliser des opérations de répressions punitives, lâches, contre la population civile, tout particulièrement chrétienne.

Or, la perpétuation de ces guérillas et de ces répressions sont des phénomènes qui vont rendre le désarmement entamé délicat, difficile et périlleux.

C'est pourquoi, le PARELI demande au Président François Hollande de ne pas exclure d'accroître, très rapidement, l'effectif des troupes de l'armée française, unique intervenant crédible et capable de conduire un désarmement effectif des porteurs d'armes crapuleux.

Seule une présence massive des troupes françaises pourra réellement se traduire en efficacité, sur le terrain, et contenir la duplicité de ceux qui, comme BOZIZE hier et NDOTODJIA aujourd'hui, ont dévoilé qu'ils s'accommodent de l'assassinat et du meurtre, comme moyen de conserver le pouvoir.

Fait à Bangui le 11 décembre 2013

Pour le Président p.i.

Et par délégation, le Délégué à la réorientation et restructuration du parti

Jean DevineTOLEKA